Plan Local d'Urbanisme de MASSY

Pièce 7.1.3 : Annexes sanitaires

PLU approuvé le 15 septembre 2016	
Dernière procédure approuvée	
Modification simplifiée n°4	Modification simplifiée n°4 approuvée par délibération du Conseil Municipal du 19 mai 2022

Plan Local d'Urbanisme de MASSY

Pièce 7.3.3.a Plan du réseau assainissement

Echelle : 1/5000

PLU approuvé le 15 septembre 2016	
Dernière procédure approuvée	
Modification simplifiée n°4	Modification simplifiée n°4 approuvée par délibération du Conseil Municipal du 19 mai 2022

Reseaux d'assainissement
- PLUVIAL PRIVE
- PLUVIAL COMMUNAL
- USEE PRIVE
- USEE COMMUNAL
- USEE DEPARTEMENTAL
- UNITAIRE PRIVE

Bati

Cadastre

Assainissement collectif

ARTELIA

ACTUALISATION DU SCHÉMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT DE LA VILLE DE MASSY

PHASE 5 : DOSSIER D ENQUETE PUBLIQUE

PLAN DE ZONAGE

Echelle 1 / 5 000

N W E S

Etude : 461 1133 Visa : MPr

Date : mars 2014 Tech. : TCC

Plan Local d'Urbanisme de MASSY

Pièce 7.3.3.b Plan du réseau eau potable

Echelle : 1/5000

PLU approuvé le 15 septembre 2016	
Dernière procédure approuvée	
Modification simplifiée n°4	Modification simplifiée n°4 approuvée par délibération du Conseil Municipal du 19 mai 2022

LEGENDE CARTOGRAPHIQUE

RESEAU D'EAU POTABLE

- Tronçon
- Limite communale
- Bâti
- Parcelle cadastrale
- Voirie

N

échelle 1/5000e

N

Plan Local d'Urbanisme de MASSY

Pièce 7.3.3.c Plans du réseau chauffage urbain

Echelle : 1/5000

PLU approuvé le 15 septembre 2016	
Dernière procédure approuvée	
Modification simplifiée n°4	Modification simplifiée n°4 approuvée par délibération du Conseil Municipal du 19 mai 2022

LEGENDE CARTOGRAPHIQUE

- Chambre de coupure
- Chambre de purge (réseau vapeur)
- Chambre de relevage
- Chambre de vannes
- Changement de niveau
- Condensateur simple
- Noeud changement de diamètre
- Noeud simple
- Point fixe
- Point de purge
- Point de vidange
- Sous station
- Tampon de visite
- Fourreau
- Segment

échelle 1/5000e

Plan Local d'Urbanisme de MASSY

Pièce 7.1.3 : Note sanitaire

PLU approuvé le 15 septembre 2016	
Dernière procédure approuvée	
Modification simplifiée n°4	Modification simplifiée n°4 approuvée par délibération du Conseil Municipal du 19 mai 2022

CONTENU

1. Eau potable et assainissement 3
2. Gestion des déchets 8

1. Eau potable et assainissement

Les obligations de Massy en matière de gestion de l'eau sont recensées dans les documents règlementaires suivants : **Code Général des collectivités territoriales, Code de l'Environnement, Circulaire du 22 mai 1997 relative à l'assainissement non collectif, Décret du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées**.

Ainsi, il est obligatoire, notamment, de :

- Délimiter les zones d'assainissement collectif et les zones d'assainissement non collectif des eaux usées, si possible à l'issue d'une étude générale de Schéma Directeur d'Assainissement ;
- Dans les zones d'assainissement collectif, mettre en œuvre, entretenir, surveiller les ouvrages d'assainissement sur le domaine public afin de garantir leur bon fonctionnement dans le respect des normes de rejet imposées par la réglementation ;
- Dans les zones d'assainissement collectif, contrôler la conformité des raccordements des usagers au réseau d'assainissement ;
- Dans les zones d'assainissement non collectif, contrôler la conformité des installations d'assainissement dans le domaine privé et vérifier que les opérations d'entretien sont effectuées dans les règles de l'art par les usagers ;
- Délimiter les zones où des mesures doivent être prises pour assurer la maitrise des eaux de ruissellement et les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et si besoin le traitement des eaux de ruissellement ;
- Mettre en place un règlement d'assainissement collectif et un règlement d'assainissement non collectif.

Le **SDRIF** fixe des orientations en matière de gestion de l'eau avec lesquelles le PLU doit être compatible :

- Assurer un accès équitable et durable aux ressources en eau ;
- Garantir les grands équipements techniques essentiels au fonctionnement de la région métropolitaine ;
- Diminuer les pollutions ponctuelles des milieux par les polluants classiques, notamment liées à l'assainissement.

En outre, les orientations du **Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eau Seine-Normandie (SDAGE)** 2010-2015 approuvé le 20 novembre 2009, concernant la gestion de l'eau, s'appliquent au territoire. 8 objectifs « vitaux » y sont énoncés :

- **Prendre en compte les eaux de ruissellement** pour protéger l'eau captée pour l'alimentation en eau potable de manière différenciée en zone urbanisée et en zone rural ;
- **Privilégier, dans les projets neufs ou de renouvellement, les techniques de gestion des eaux pluviales à la parcelle** limitant le débit de ruissellement ;
- **Privilégier les mesures alternatives et le recyclage des eaux pluviales** ;
- **Maîtriser le ruissellement et l'érosion en amont des cours d'eau** et des points d'infiltration de nappes phréatiques altérés par ces phénomènes ;
- **Conserver les éléments fixes du paysage qui freinent les ruissellements** ;
- **Limiter le ruissellement en zones urbaines et en zones rurales** pour réduire les risques d'inondation.

Le **Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de la Bièvre** en cours d'élaboration fixe également des orientations en matière de gestion de l'eau :

- **Amélioration de la qualité de l'eau par la réduction des pollutions** ponctuelles et diffuses et la maîtrise de la pollution par temps de pluie ;
- **Maîtrise des ruissellements urbains**.

Le **contrat de bassin pour la réouverture de la Bièvre aval 2010-2015** prévoit par ailleurs :

- **l'amélioration de la qualité physico-chimique et chimique de la Bièvre** ;
- la **maîtrise des ruissellements** (aspect quantitatif et qualitatif) et de la pollution par temps de pluie ;
- La **dépollution des eaux pluviales**.

Enfin, l'**Agenda 21** communal retient des objectifs déclinés en actions associées en matière de préservation de l'eau :

- **Connaître la qualité des eaux, les consommations et les pollutions** (publication de la qualité de l'eau potable, gestion et suivi de la consommation d'eau dans les bâtiments de la Ville) ;
- **Réduire les pollutions des eaux et des nappes** (surveillance des rejets des entreprises, abandon des produits d'entretien polluants par les services de la Ville) ;
- **Sensibiliser les citoyens** aux économies d'eau ;
- **Sensibiliser les bailleurs et les architectes** aux attentes de la Ville en matière d'urbanisme durable, notamment pour la réduction des consommations d'eau ;
- **Réduire les consommations d'eau** (« Plan de réduction global », réduction des consommations d'eau des espaces verts, mise en place de systèmes d'économies d'eau dans les équipements publics, contrôle des fuites d'eau potable) ;
- **Valoriser les eaux pluviales** (collecte et réutilisation).

EAU POTABLE

→ *Une bonne gestion de la ressource en eau*

La gestion de l'eau potable à Massy est une compétence du Syndicat des Eaux D'Ile-de-France (SEDIF). Le service est délégué à Véolia Eau d'Ile de France depuis le 1er janvier 2011. On dénombre 46 649 usagers à Massy en 2015 (4568 branchements), pour des linaires de canalisations eau potable de 93.9 km au 31/12/2015.

→ *Une consommation d'eau potable en baisse*

Le volume d'eau vendu à Massy en 2015 s'élève à **2 872 654 m³**, **(7870.3m³/jour)**, soit 0,17m³/jour/hab. Il s'agit d'une consommation égale à la moyenne nationale.

En outre, il est à noter que cette consommation connaît une diminution dans le territoire. En 2007, les volumes d'eau vendus représentaient 0,18m³/jour, contre 0,16m³/jour en 2014. Cette baisse est notamment à corréler avec les actions engagées dans le cadre de l'Agenda 21 pour réduire les consommations. On peut notamment citer l'équipement des jardins familiaux de la Ville par des systèmes de récupération de l'eau de pluie.

→ *Une capacité de production suffisante pour anticiper un développement du territoire*

L'eau potable de Massy est produite à **l'usine de Choisy-le-Roi et est captée dans la Seine.** L'usine a fourni **311 000m³/jour en 2014** aux habitants du sud parisien, soit 1,85 million d'habitants. La capacité nominale (maximale autorisée) étant de **600 000m³/jour**, l'usine de production présente donc

une marge de capacité permettant de prévenir une augmentation future de la population à Massy.

Le réseau du SEDIF comprend en outre des interconnexions entre ses trois secteurs de production qui permettent des secours mutuels.

→ *Des rendements de réseaux plutôt satisfaisants à l'échelle du SEDIF*

Dans le territoire du SEDIF, la longueur totale des réseaux au 31/12/2015 est de 8 426 km et leur rendement est de 87,49% en 2015, soit des pertes évaluées à 11.59 m³/km/jour. Il s'agit d'un rendement qualitatif qui traduit une certaine efficacité et un bon état global des réseaux. Ce taux de rendement est toutefois en légère régression par rapport à 2014 où il était de 88.33%.

Un programme d'amélioration des réseaux a été mis en place par le SEDIF dans le cadre de son Schéma Directeur et doit être poursuivi afin de réduire encore davantage les pressions sur la ressource. Les travaux de renouvellement concerneront 546m en 2015, 300m en 2016, 433 m en 2017, et 181m en 2018 à Massy. Les secteurs concernés sont présentés dans le tableau ci-dessous.

		2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Linéaire renouvellement patrimonial (SEDIF)	sur l'ensemble du territoire	22 km	22 km	44 km	44 km	66 km	66 km	66 km	88 km
	sur la commune	0	266	255	1130	546	300	433	181

Tronçon	Linéaire (ml)	Programmation
Allée d'Autriche, av Nationale, et St Marc	325 ml	2015
Avenue de la République	116 ml	2015
Avenue de Paris	*160 ml*	*2015 – pris en charge par le VEDIF*
Rue Eugène Cretel	300 ml	2016
Rue de la liberté / parc de l'effort Mutuel (Palaiseau)	433 ml	2017
Allée du Béarn	181 ml	2018

Renouvellement des réseaux et travaux prévu à Massy. Source : SEDIF

→ *Une eau distribuée de bonne qualité*

En 2014, le taux de conformité de l'eau distribuée par le SEDIF à Massy est de 100%. A Massy, la teneur en nitrate de l'eau potable est de 22,3 mg/L en moyenne, soit une eau peu nitratée. La teneur en fluor est très peu élevée également avec 0,09 mg/L et celle en pesticides est conforme à la limite de qualité (<0.1 µg/L). L'eau contient également peu d'aluminium (37.7 µg/L contre une limite à ne pas dépasser de 200 µg/L). L'eau est toutefois plutôt calcaire (24°F). Pour parvenir à une telle qualité, d'importants traitements sur la ressource brute sont nécessaires.

→ *Une qualité de l'eau prélevée moyenne qui se répercute sur le prix de l'eau*

Selon la qualité de l'eau brute prélevée pour la consommation, les traitements nécessaires pour obtenir une qualité de l'eau distribuée parfaitement conforme, seront plus ou moins importants. En

2014, la qualité de l'eau à Choisy était médiocre. Diverses sources de pollution contribuent en effet à détériorer la ressource : rejets urbains liés à l'assainissement, transport fluvial, activités agricoles en amont de la prise d'eau…

Cette qualité moyenne de la ressource engendre des surcoûts de traitement qui se répercutent sur le prix de l'eau payé par l'usager, relativement élevé à Massy : 3,73€ TTC le m^3 au 01/01/2015. Ce prix n'est toutefois pas le plus élevé du département, en effet, par exemple, à Igny le prix de l'eau atteint 4.3604 € TTC le m3 au 01/01/2015. Le traitement représente 34% du prix de vente (1,25€ le m^3). **Le prix de l'eau à Massy suit d'ailleurs une tendance à la hausse.** En 2014, il était en effet de 3,56€ TTC le m^3

Des dispositions sont prises au niveau du bassin versant de la Seine et du captage afin de protéger la ressource. Une Déclaration d'Utilité Publique permet par exemple de maîtriser les risques de détérioration de la ressource en eau au niveau du captage de Choisy-le-Roi. La reconquête de la qualité de l'eau de la Seine est par ailleurs engagée via l'adoption du SDAGE Seine-Normandie qui fixe un objectif de bon état du cours d'eau pour 2021.

A l'initiative du SEDIF, le Conseil régional d'Ile de France, le Conseil départemental de l'Essonne, le Conseil départemental des Yvelines, l'Agence de l'Eau Seine-Normandie ainsi que Véolia Eau d'Ile de France, Eau de Paris et la Lyonnaise des Eaux se sont engagés dans l'action Phyt'Eaux Cités.

Programme de prévention des pollutions par les produits phytosanitaires, Phyt'Eaux Cités vise à sensibiliser les services communaux de voiries et espaces verts, pour les inciter à limiter l'emploi de ces produits.

Il concerne 73 communes des bassins de la Seine, l'Orge et l'Yvette. Les communes volontaires bénéficient gratuitement d'un audit de leurs pratiques phytosanitaires, d'une formation et de la mise en place d'un plan de gestion de leurs espaces verts.

ASSAINISSEMENT

→ *Une gestion de l'assainissement bien structurée*

L'assainissement des eaux usées est une compétence de la commune qui gère la grande majorité des réseaux. La société Véolia Eau est en charge de l'exploitation de ces réseaux par délégation de service public. Quelques réseaux, ainsi que l'ensemble des exutoires au niveau de la Bièvre sont toutefois gérés par le Syndicat Intercommunal pour l'Assainissement de la Vallée de la Bièvre (SIAVB). Il existe également quelques réseaux privés au niveau de Vilgénis.

La Ville de Massy a élaboré un Schéma Directeur d'Assainissement dont la réactualisation qui a commencé en 2012 a permis de dresser un diagnostic des réseaux et permettra l'amélioration de la gestion de l'assainissement dans la commune. Le règlement d'assainissement actuel, élaboré en 2002, est en cours de réécriture, dans le cadre du Schéma Directeur d'Assainissement.

L'enquête publique relative au zonage d'assainissement a eu lieu du 10 avril au 11 mai 2015 afin de recueillir l'avis de la population. Ce zonage d'assainissement s'inscrit dans le cadre de l'actualisation du schéma directeur d'assainissement et constitue la dernière phase de l'étude.

→ *Une gestion des eaux pluviales bien structurée*

Les eaux pluviales collectées sur l'ensemble de la commune sont évacuées par la Bièvre. Le règlement d'assainissement du SIAVB impose un débit de fuite de 0,7 l/s/ha.

En outre, la Ville met en place une gestion alternative des eaux pluviales grâce à la présence de nombreux bassins de retenue répartis sur l'ensemble du territoire pour réduire le ruissellement : bassin de la Blanchette, bassin du Parc Georges Brassens, bassin de la Tuilerie, bassin de Bris, le bassin des Goachères, bassin de la rue Lucien Sergent… Dans le cadre de la réactualisation du Schéma Directeur d'Assainissement, le diagnostic a permis de mettre en lumière des problèmes de saturation de ces bassins. Ainsi, les bassins Brassens, Tuilerie, Cora et Goachères ont été diagnostiqués comme proches de leurs capacités théoriques de stockage. Le Schéma Directeur d'Assainissement prévoit donc le renforcement des réseaux d'eaux pluviales et l'amélioration globale du système de gestion. Ainsi, il est prévu l'augmentation du nombre de bassins, comme en témoigne le projet dans le cadre de l'extension du Parc Georges Brassens, et l'aménagement de noues comme projeté dans la création de l'écoquartier Massy Europe.

→ *Une bonne desserte par les réseaux d'assainissement collectif*

La totalité de la ville est desservie par les réseaux d'assainissement collectif correspond, par ailleurs, à des réseaux séparatifs, ce qui permet de limiter la saturation en cas de fortes pluies et les rejets polluants. Seuls certains secteurs très ponctuels ne sont pas raccordés. Dans les projets, la Ville impose le raccordement au réseau collectif séparatif.

Toutefois, une dégradation de la qualité de l'eau de la Bièvre a été constatée à Massy avec pour cause des dysfonctionnements des branchements d'assainissement (nombreuses inversions de branchements) et des surverses des collecteurs unitaires massicois.

Ainsi, en 2012, la qualité de l'eau de la Bièvre à Massy était qualifiée de médiocre à mauvaise, d'après le SIAVB.

Ces dysfonctionnements dans les branchements induisent également une montée en charge par temps de pluie et des risques d'insalubrité, d'inondation par débordement des réseaux, mais également des difficultés d'évacuations des eaux usées et des problèmes capacitaires pour absorber les apports liés aux nouvelles constructions (source : diagnostic du Schéma Directeur d'Assainissement).

Face à ces enjeux, le Schéma Directeur d'Assainissement, prévoit de réhabiliter et de renforcer certains tronçons du réseau d'eaux usées et de mettre en conformité les branchements.

→ *Des eaux usées dirigées vers la station d'épuration Seine aval qui présente des signes de saturation*

Les eaux usées de Massy sont dirigées vers la **station d'épuration Seine aval d'Achères**, qui répond aux besoins d'une vaste zone de collecte. L'usine traite en effet 70% des eaux usées de l'agglomération parisienne, soit plus de 5 millions d'habitants.

Sa **capacité de traitement est de 1 460 000 m³ /jour**. En 2012, cette capacité autorisée a été dépassée avec un **volume d'eaux usées traitées de 1 560 000 m³ /jour** (source : rapport SIAAP). **La capacité actuelle de la station ne permet donc pas de faire face aux besoins actuels et futurs et les risques de rejets polluants dans les milieux sont importants**.

Un **projet de refonte de Seine Aval** est donc à l'étude afin de répondre aux exigences de la Directive Cadre sur l'Eau et de réduire la quantité d'eau dirigée vers cet équipement. Il est prévu notamment de rediriger une partie des effluents vers d'autres sites de l'agglomération parisienne. Ces dispositions permettront de répondre aux besoins induits par la mise en œuvre des grands projets d'aménagement du territoire régional et notamment à Massy.

2. Gestion des déchets

La problématique des déchets est principalement réglementée par **la Loi de 1992 relative à l'Elimination des déchets et aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) qui formule des objectifs relatifs :**

- à la prévention et la gestion des déchets à la source ;
- au traitement des déchets en favorisant leur valorisation ;
- à la limitation en distance du transport des déchets ;
- à l'information du public ;
- à la responsabilisation du producteur.

Suite à cette loi, le tri et la valorisation ont été rendus obligatoires, le recours à l'enfouissement des déchets a été limité aux déchets ultimes.

2 outils principaux ont été mis en place pour atteindre ces objectifs :

- la Taxe Générale sur les Activités Polluantes (TAGP), taxe due par tout exploitant d'installation de traitement ou de stockage des déchets suivant le principe du « pollueur-payeur » ;
- la rédaction des Plans d'Elimination des Déchets gérés à l'échelle régionale ou départementale selon les déchets considérés.

Par la suite, les **lois Grenelle de l'Environnement** se sont prononcées en faveur de la politique de réduction des déchets, notamment via la baisse de la quantité de déchets produits, par habitant. Ainsi les objectifs concernaient notamment :

- La diminution de 15% des quantités de déchets destinées à l'enfouissement ou à l'incinération à l'horizon 2012 ;
- La réduction de la production d'ordures ménagères de 7% à l'horizon 2014 ;
- L'augmentation du recyclage matière et organique pour les porter à un taux de 35% des déchets ménagers et assimilés à l'horizon 2012, 45% en 2015, contre 24% en 2004.

Si ces objectifs ambitieux du Grenelle de l'Environnement n'ont pas tous été atteints au plan national, **le PLU devra démontrer la cohérence de ses orientations au regard des enjeux de réduction des pressions de l'urbanisation sur la gestion des déchets.**

De plus, le **Plan Régional d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés d'Île-de-France** (PREDMA), adopté le 26/11/2009 prévoit des objectifs chiffrés à mettre en œuvre par l'ensemble des acteurs de la gestion des déchets mais aussi par les collectivités. Divers objectifs y figurent :

- la prévention (taux de captage des déchets dangereux à 65% en 2019…) ;
- la diminution des déchets produits de 50kg/hab/an ;
- la valorisation organique des déchets végétaux et biodéchets (production de 440 000 t/an de compost en 2019) ;
- l'augmentation du recyclage de 60% ;
- la valorisation énergétique des déchets ;
- l'amélioration du transport fluvial et ferré des déchets ;
- la prise en compte de la problématique des déchets dans les documents d'urbanisme.

Le **Plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PDEDMA) de l'Essonne,** adopté en 1997 et mis à jour en 2002, fixe également des objectifs pour le département :

- Développer progressivement la valorisation des déchets par le recyclage et la mise en place de collectes séparées ;
- Mettre en place un réseau de centres d'apport volontaire à raison d'une déchetterie par canton ;

- Satisfaire l'ensemble des besoins de traitement et limiter la mise en décharge des ordures ménagères brutes ;
- Supprimer l'enfouissement des déchets autres qu'ultimes à partir du 1er juillet 2002 ;
- Offrir des capacités de traitement des déchets industriels et commerciaux banals ;
- Favoriser le traitement et la réutilisation des mâchefers sur le département ;
- Prévoir l'implantation d'un centre d'enfouissement technique pouvant accuellir des déchets ultimes.

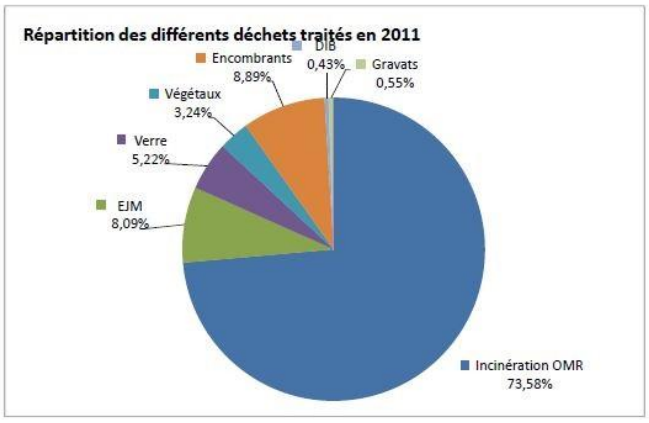
D'autres plans régionaux sont à prendre en considération : le Plan de Réduction des déchets d'Île-de-France (PREDIF), le Plan régional de prévention et de gestion des déchets de chantiers (PREDEC), le Plan régional d'élimination des déchets dangereux (PREDD) et le Plan régional d'élimination des déchets d'activités de soins (PREDAS).

L'amélioration de la valorisation des déchets constitue également un objectif du **Schéma Directeur de la Région Île-de-France** (SDRIF) avec lequel le PLU doit être compatible.

Enfin, l'Agenda 21 communal prévoit divers objectifs afin de réduire et valoriser les déchets dans la commune :

- Réduire les quantités de déchets ;
- Agir tout spécialement contre les sacs en plastique ;
- Mieux gérer les déchets électriques et électroniques :
- Favoriser la collecte sélective, le tri des déchets et le recyclage ;
- Réduire les consommations papier, et opter pour le recyclé ;
- Améliorer les lieux de collecte ;
- Mettre en place de containers enterrés permettant d'associer tri sélectif.

→ *Une gestion bien structurée*



Répartition des déchets traités à Massy en 2011 - Source : SIMACUR



Conteneurs enterrées (recyclables et ordures ménagères) rue de Magellan - Source : EVEN Conseil

La gestion des déchets est une compétence de la commune. La collecte des déchets ménagers, dont la prestation a été confiée à la société Europe Services Déchets, s'effectue principalement en porte-à-porte à une fréquence en fonction de la densité des quartiers desservis (collecte 3 fois par semaine en zone d'habitat collectif et 2 fois par semaine en zone pavillonnaire).

Après collecte, les déchets ménagers font l'objet d'une valorisation énergétique à l'usine d'incinération de Massy (UIOM), d'une capacité technique de 65 000t par an. Cette tâche est déléguée au **Syndicat Intercommunal de Massy Hauts de Bièvre (SIMACUR).**

L'accueil des déchets dangereux et des encombrants s'effectue au Centre Technique Municipal de Massy.

→ *Une production de déchets ménagers en diminution depuis 2011*

14 281,77 tonnes de déchets ont été collectés à Massy en 2013, soit une moyenne de 328 kg/hab/an.

Les déchets ménagers représentent la majorité des tonnages avec 10 365t collectées en 2013, soit un ratio de 238,2 kg/hab/an. Il s'agit de tonnages satisfaisants au regard de la moyenne nationale qui est de 374 kg/hab/an de déchets ménagers.

→ *Des efforts à poursuivre pour améliorer le tri sélectif*

La production de déchets recyclables (emballages, journaux, magazines et verre) à Massy s'élevait à 2 011t en 2013, soit une part dans les tonnages globaux de 14%. Il s'agit d'une part de déchets recyclables légèrement inférieurs à la moyenne nationale de 15% en 2013. La Ville de Massy présente une **importante marge d'amélioration du tri sélectif**. On observe, d'ailleurs, une **augmentation des déchets recyclables traités** depuis 2009.

La commune est rattachée à la déchetterie Paprec située à Wissous. L'offre de déchetterie apparait insuffisante pour encourager les Massicois à dépasser les habitudes de tri sélectif réalisé en porte-à-porte.

→ *Des initiatives durables pour la gestion des déchets*

Plusieurs initiatives visent à optimiser la gestion des déchets du territoire.

Les points d'apport volontaire tendent à se multiplier. 81 points d'apport sont ainsi répartis dans la ville. **De même, l'implantation de bornes enterrées et semi-enterrées** (142 conteneurs enterrés pour les ordures ménagères, 85 pour les emballages et 71 pour le verre actuellement référencée dans le territoire) **permet d'optimiser le circuit de collecte, réduisant ainsi les émissions de CO^2 et diminuant les nuisances pour les riverains**. Elles sont localisées dans le quartier de Massy-Opéra, le quartier Atlantis, le quartier Villaine, le secteur Vilmorin, le secteur Bièvre Poterne, la Rue d'Australie, etc.

D'autre part, la **Ville distribue des sacs de déchets verts, permettant leur valorisation sous forme de compost.**

NOTE RELATIVE A LA SITUATION GENERALE

DE L'ALIMENTATION EN EAU DE LA COMMUNE DE MASSY

La commune de Massy est alimentée en eau par le réseau du Syndicat des Eaux d'Ile de France dont l'exploitation est confiée à Veolia Eau d'Ile de France.

Eléments statistiques en décembre 2014 :

- La superficie est de 943 ha
- la population est de 44 310 habitants
- le nombre d'abonnés est de 4 426
- la consommation de la commune a été, au cours de cette année, de 3 022 714 m^3.

Situation géographique et topographique :

La commune de Massy est limitée au nord par la commune de Verrières-le-Buisson, à l'est par celles d'Antony, Wissous et Chilly-Mazarin, au sud par la commune de Champlan et à l'ouest par celles de Palaiseau et d'Igny.

Son altitude varie entre 55 et 110 mètres.

Nature et provenance de l'eau distribuée :

L'eau distribuée dans la commune de Massy est de l'eau de Seine traitée pour répondre à la réglementation sanitaire, au niveau de l'usine de potabilisation de Choisy-le-Roi. Cette usine a produit en 2014 un volume moyen d'environ 311 000 m^3/jour, avec des pointes de 428 000 m^3/jour. Sa capacité de production est de 600 000 m^3/jour.

Composition des réseaux

Compte-tenu de la configuration altimétrique et afin d'assurer une pression suffisante en tous points de la ville, la commune de Massy est alimentée par 3 réseaux distincts :

Réseau de 1ère élévation – N.P. 122 (niveau piézométrique : hauteur théorique, par rapport au niveau de la mer, qu'atteindrait l'eau en régime statique) :

L'eau provient directement de l'usine de Choisy par 2 feeders de 600 mm et une canalisation de 400 mm. Ce réseau alimente :

1- le quartier délimité par les rues du Dauphiné, du Périgord et la limite d'Antony,
2- le quartier délimité par les voies R.E.R., la rue de Migneaux et les limites d'Antony et Verrières,
3- le quartier délimité par les rues A. Nicolas, Général de Gaulle et de la Division Leclerc.

Réseau de 2ème élévation – N.P. 136 :

Il alimente le quartier délimité par les rues A. Nicolas et Général de Gaulle à l'ouest, l'avenue de L'Europe et la R.N. 188 au sud, les rues du Dauphiné, du Périgord et la limite d'Antony à l'est. Il est alimenté par la station de pompage située avenue du Pt Kennedy en équilibre avec les 4 réservoirs situés sur le site. Il peut être secouru par les réseaux supérieurs. Ce site est en cours de restructuration. Les réservoirs vont être démolis et la station de pompage sera reconstruite en étant doublement sécurisée.

Réseau de 2ème élévation – N.P. 170 :

Il alimente le reste de la Ville. Il est alimenté par la station de pompage située avenue de la Division Leclerc en équilibre avec les réservoirs de Palaiseau et peut être secouru par les réseaux supérieurs.

Renforcement et extension du réseau :

Sur l'ensemble de la commune, les canalisations sont dimensionnées pour alimenter les besoins connus. Les diamètres s'échelonnent de 40 mm à 600 mm. Les renforcements en extension seront fonction des opérations à réaliser.

Dans le cadre des dispositions prévues par les articles 46 et 47 de la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains telles que modifiées par la loi n° 2003-590 du 2 juillet 2003 urbanisme et habitat, des participations aux frais d'extension et de renforcement du réseau public de distribution d'eau potable pourront être réclamées dans les conditions prévues par les articles L 332-11-1 et L 332-11-2 modifiés du Code de l'Urbanisme.

Terrains hors voies publiques traversés par des canalisations de diamètre important :

Des canalisations de 600 mm de diamètre traversent les parcelles figurant sur la liste ci-dessous et sur le plan du réseau au 1/5000ème.

Liste des terrains hors voies publiques traversés par des canalisations d'eau de 600 mm de diamètre

Adresse de la propriété	Références cadastrales
Entre l'avenue de la Gare et l'avenue du Général de Gaulle	AM 91
Angle rue Maurice Utrillo rue du Pileu	BS 1 et BS 2
Station service Mobil lieu-dit Le Pileu	BS 32
Lieu-dit Le Pileu	BS 63 et BS 64
Voies ferrées SNCF de Juvisy à Argenteuil - P.K. 107,733	BS 62
Parc Descartes et diverses voies de desserte du Grand Ensemble de Massy	AR 2

Cette liste est donnée à titre d'information. Pour tous renseignements complémentaires, il convient de consulter Veolia Eau d'Ile de France. Tél. 09 69 36 99 00.

Mars 2016

Agence Régionale de Santé Île-de-France

n° 011c

Qualité de l'eau distribuée à MASSY

Synthèse de l'année 2014

Origine de l'eau

Le Syndicat des Eaux d'Ile de France, dans la partie nord de l'Essonne, est alimenté par de l'eau de Seine rendue potable à l'usine de Choisy le Roi dans le Val de Marne. La gestion est assurée par le SEDIF.

Quartiers

L'ensemble de la commune

Contrôles sanitaires réglementaires

L'ARS est chargée du contrôle sanitaire de l'Eau Destinée à la Consommation Humaine, pour le compte du Préfet. Cette synthèse prend en compte les résultats d'analyses de 143 échantillon(s) d'eau prélevé(s) en production et de 161 échantillon(s) prélevé(s) sur le réseau de distribution.

BACTERIOLOGIE

Micro-organismes indicateurs d'une éventuelle contamination des eaux par des bactéries pathogènes. Limite de qualité : Absence exigée.

EAU D'EXCELLENTE QUALITE BACTERIOLOGIQUE

Tous les prélèvements sont conformes.
Nombre de prélèvements : 304

NITRATES

Eléments provenant principalement de l'agriculture, des rejets industriels et domestiques. Limite de qualité : ne pas dépasser 50 mg/L.

EAU CONFORME A LA LIMITE DE QUALITE, CONTENANT PEU DE NITRATES

Moyenne : 22,3 mg/L Maximum : 32,3 mg/L
Nombre de prélèvements : 143

DURETE

Teneur en calcium et en magnésium dans l'eau. La dureté s'exprime en degré français (°f). Il n'y a pas de limite de qualité.

EAU CALCAIRE
Une eau calcaire n'a aucune incidence sur la santé

Moyenne : 23,8 °f Maximum : 30,7 °f
Nombre de prélèvements : 143

FLUOR

Oligo-élément naturellement présent dans le sol et dans l'eau. Limite de qualité : ne pas dépasser 1,5 mg/L.
Le fluor a un rôle efficace pour prévenir l'apparition des caries. Toutefois, avant d'envisager un apport complémentaire en fluor (comprimés,...) chez l'enfant, il convient de consulter un professionnel de santé.

EAU CONFORME A LA LIMITE DE QUALITE, TRES PEU FLUOREE

Moyenne : 0,09 mg/L Maximum : 0,21 mg/L
Nombre de prélèvements : 19

PESTICIDES

Substances chimiques utilisées pour protéger les cultures ou pour désherber. Dans ce document, la qualité de l'eau est donnée selon l'appartenance à l'une des quatre classes d'exposition annuelle de la population aux teneurs en pesticides : C, NC0, NC1 ou NC2

EAU CONFORME A LA LIMITE DE QUALITE

Moyenne inférieure au seuil de détection de la méthode d'analyse (Déséthylatrazine)
Nombre de prélèvements : 19

SULFATES

Oligo-élément présent naturellement dans l'eau. Référence de qualité : ne pas dépasser 250 mg/L.

EAU DONT LA TENEUR EN SULFATES EST CONFORME A L'INDICATEUR DE QUALITE

Moyenne : 31,2 mg/L Maximum : 45,6 mg/L
Nombre de prélèvements : 143

ALUMINIUM

Elément présent naturellement dans l'environnement. Référence de qualité : ne pas dépasser 200 µg/L.

EAU CONFORME A LA REFERENCE DE QUALITE, CONTENANT PEU D'ALUMINIUM

Moyenne : 37,7 µg/L Maximum : 76 µg/L
Nombre de prélèvements : 181

AVIS SANITAIRE GLOBAL

L'eau distribuée en 2014 a été conforme aux limites de qualité réglementaires fixées pour les paramètres bactériologiques et physico-chimiques analysés (pesticides, fluor, nitrates, aluminium...).

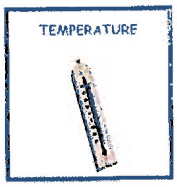
Pour le Directeur Général,
Lisa SERVAIN
Ingénieur d'Etudes Sanitaires

Immeuble France Evry – Tour Lorraine – 6/8 rue Prométhée – 91035 EVRY Cedex
Standard : 01 69 36 71 71
www.ars.iledefrance.sante.fr

Conseils



Après quelques jours d'absence, laissez couler l'eau avant de la boire.



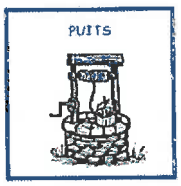
Consommez uniquement l'eau du réseau d'eau froide.



Si vous possédez un adoucisseur, assurez-vous qu'il n'alimente que le réseau d'eau chaude



Dans les habitats équipés de tuyauteries en plomb, laissez couler l'eau quelques minutes avant de la boire lorsqu'elle a séjourné plusieurs heures dans les canalisations.



Toute ressource d'utilisation unifamiliale (source ou puits particuliers) doit être déclarée en mairie. Les connexions entre le réseau public d'adduction d'eau et une conduite alimentée par une autre ressource en eau (puits, source...) sont interdites. Pour l'alimentation, privilégiez l'eau du réseau public dont la qualité est régulièrement contrôlée.



Par mesure de sécurité, les taux de chlore résiduel dans l'eau distribuée ont été augmentés. Il n'y a aucune incidence sur la santé. Si vous décelez un goût de chlore, mettez l'eau quelques minutes au réfrigérateur dans une carafe ouverte. Si la saveur, ou la couleur, de l'eau à votre robinet changent, signalez-le à votre distributeur d'eau.



Classes nationales d'exposition annuelle
Classe C : eau distribuée conforme en permanence ; par molécule individualisée <0,1 µg/L
Classe NC0 : eau ponctuellement non conforme à la limite de qualité. En l'état, l'eau peut toutefois être consommée sans risque pour la santé ;
Classe NC1 : eau non conforme à la limite de qualité, des dépassements récurrents de la limite de qualité ont été observés mais en l'état, l'eau peut toutefois être consommée sans risque pour la santé, le temps que les travaux d'amélioration soient exécutés ;
Classe NC2: eau non conforme à la limite de qualité. Présence de pesticides en quantité trop importante. En l'état, l'eau ne doit pas être utilisée pour la boisson, ni pour la préparation des aliments, ni la cuisson.

Nous recherchons des personnes volontaires pour effectuer un prélèvement et une analyse d'eau dans le cadre du contrôle sanitaire. Ceux-ci sont gratuits. Vous recevrez un bulletin individuel avec une conclusion sanitaire sur la qualité de l'eau à votre robinet. Pour participer, votre installation ne doit pas être équipée d'un adoucisseur. Si vous êtes intéressé, contactez la Délégation Territoriale de l'Essonne au 01.69.36.71.63.